

Stavros Tombazos

Chercheur à l'Institut européen, université de Chypre.

Critique de la « sociologie du risque »

Avec l'essor du mouvement Vert et la prise de conscience croissante des risques et des nuisances écologiques dans les années 80, une branche sociologique particulière s'est développée en Allemagne que l'on pourrait appeler « la sociologie du risque ». Le livre d'Ulrich Beck, *Risikogesellschaft. Auf dem Weg in eine andere Moderne*¹, publié en 1986, constitue un travail pionnier de cette nouvelle discipline. Dans ces notes critiques, nous n'avons pas l'intention de présenter et de critiquer exhaustivement ce livre de près de 400 pages, mais plutôt de nous concentrer sur deux aspects omniprésents, mais, paradoxalement, contradictoires.

Ainsi que l'indique le titre même du livre, que l'on pourrait traduire en français par *La Société du risque. En route vers une autre modernité*, la « société du risque »² est considérée non comme une phase plus ou moins récente du capitalisme, mais plutôt comme une *autre* société, une *autre* modernité, même si elle ne s'est pas encore complètement déployée, même si elle ne s'est pas encore entièrement libérée de la logique capitaliste au sein de laquelle elle se développe. Cette conception, comme on le verra, est fondée sur une « lecture » de la société industrielle et du capitalisme étonnamment superficielle, malgré la référence souvent explicite à Marx. Elle aboutit à des conclusions politiques hâtives, confuses et erronées qui constituent le milieu intellectuel dans lequel peuvent fleurir toutes les variantes de la « troisième voie » chère à Tony Blair et Gerhard Schröder. Plus précisément, elle permet de mieux comprendre la dérive politique actuelle des Verts allemands en revenant à ses racines théoriques (I).

En même temps cependant, la sociologie du risque possède un aspect critique. Elle offre une argumentation sociologique, qui renforce l'argumentation économique critique contre la tentative désespérée de l'économie dominante de présenter le marché comme capable d'affronter efficacement les risques et les nuisances écologiques par ses propres moyens, c'est-à-dire par l'« internalisation » d'un coût, d'un montant monétaire dans le prix des marchandises, dont on ne sait pas très bien à quoi il correspond (II).

Pour aboutir à des « conclusions » politiques fiables, ce potentiel critique de la sociologie du risque doit être intégré à la théorie critique du capitalisme. Ce que Beck appelle « modernité réflexive », c'est-à-dire une modernité qui se découvre elle-même comme son véritable problème, n'est pas un phénomène récent, ainsi que le pense cet auteur. Une lecture non productiviste de l'œuvre de maturité de Marx finit par démontrer les ambiguïtés du progrès dans le capitalisme dès ses origines, même si celles-ci deviennent de plus en plus évidentes au xx^e siècle (II).

I. La société du risque : vers une autre modernité ?

La comparaison entre la société industrielle et la société du risque est souvent fondée sur la réduction théorique du capitalisme à une simple société de classe où la logique économique serait essentiellement celle de l'élimination du manque et de la satisfaction des besoins : « Les sociétés du risque ne sont pas des sociétés de classes – c'est encore trop peu. Elles contiennent une *dynamique de développement, dynamique de démocratie d'en bas qui fait sauter les frontières* et à travers laquelle l'humanité est poussée dans la situation unique de son autoexposition aux risques de la civilisation. La société du risque se caractérise ainsi par l'existence de nouvelles sources de conflit et de consensus. **À la place de l'élimination du manque, apparaît l'élimination du risque** » [p. 63].

Bien sûr, il ne s'agit pas pour Beck de nier en général les inégalités sociales, ni mêmes les inégalités nationales devant les risques. Il s'agit plutôt de mettre l'accent sur l'effet boomerang des risques écologiques et sur l'existence de mégarisques (accidents nucléaires, échauffement de l'atmosphère suite à l'effet de serre) qui n'épargnent personne, pas même les classes et les nations dominantes. Il est cependant frappant que cet auteur confonde la logique du capitalisme avec une logique de la satisfaction de besoins, ne serait-ce qu'en dernière analyse, ainsi qu'en témoigne la dernière phrase de la citation ci-dessus, soulignée par lui-même.

Une telle conception du capitalisme est si naïve que l'on éprouve une certaine difficulté de croire que cet auteur puisse commettre une erreur aussi grossière. Cette conception provient sans doute d'une interprétation de la phase de l'après-guerre, assimilant les acquis ouvriers de cette période à la récupération du mouvement ouvrier par un capitalisme productiviste, lui-même profondément transformé. « Les acquis du mouvement ouvrier politique et syndical, écrit Beck, sont grands, tellement grands qu'ils minent son rôle autrefois porteur d'avenir. Il devient le gardien du déjà acquis que l'avenir ronge, plutôt qu'une source d'imagination politique qui cherche et trouve les réponses aux menaces de la société du risque » [p. 64].

Le mouvement ouvrier devient ainsi, selon lui, une force conservatrice qui défend ses acquis. Si personne n'est à l'abri des risques de la civilisation, tout le monde est responsable de leur multiplication, car tout le monde en tire profit. L'ouvrier défend « son poste de travail », c'est-à-dire « son revenu, sa famille, sa petite maison, sa voiture bien aimée, ses désirs de vacances, etc. » [p. 65]. Est-ce cette transformation sociale du capitalisme qui tempère, selon Beck, la logique du profit et la met sous l'égide de celle de l'élimination du manque? La logique du profit demeure-t-elle une des forces motrices de la phase actuelle du capitalisme, d'un capitalisme obligé de prendre en considération les aspirations matérielles des travailleurs et contraint de se soucier de l'emploi et de la stabilité sociale; d'un capitalisme donc où la logique du profit et celle de la satisfaction des besoins matériels des masses forment un nouveau consensus et coexistent en paix? Rien ne permet de trancher ces questions, car Beck se contente de juxtaposer deux conceptions contradictoires du capitalisme selon les besoins momentanés de son argumentation, sans le moindre effort explicite pour les réconcilier: « Dans une situation où les problèmes de la société de classes, de l'industrie et du marché d'une part, et ceux de la société du risque de l'autre part se superposent et entrent en concurrence, c'est la logique de la production des richesses qui l'emporte selon les rapports des forces et les priorités en vigueur. Et c'est exactement pour cette raison que, finalement, c'est la société du risque qui l'emporte » [p. 59-60]. Tantôt la production capitaliste semble être orientée vers la production des richesses: « La reconnaissance sociale des risques de la modernisation va de pair avec des dévalorisations et des expropriations écologiques qui, de manière diversifiée et systématique, entrent en contradiction avec les intérêts de profit et de propriété qui constituent la force motrice du processus de l'industrialisation » [p. 30]. Tantôt la production capitaliste semble être régie par la logique du profit. Discrètement chassée par la fenêtre, elle revient ici brutalement et officiellement invitée, par la porte.

Comme il est impossible de comprendre quoi que ce soit de la société dans laquelle on vit sans faire appel aux lois de la marchandise, comme il est impossible de les contourner de manière efficace, on s'installe alors confortablement dans la pire contradiction. Ce manque de rigueur dans l'analyse, où Beck confond délibérément la valeur d'usage avec la valeur d'échange, la production de richesses avec la production du profit, l'élimination de la précarité matérielle avec l'accumulation du capital, privilégiant chaque fois la plus convenable de ces notions comme si elles étaient équivalentes, est la base sur laquelle s'édifie la thèse d'un dualisme social indémontré et indémontrable: d'une part la logique de la société industrielle de classes, d'autre part la logique de la société du risque sans classes. Pour défendre ce dualisme, il a d'abord fallu

réduire la logique du capitalisme à une simple logique de la satisfaction de besoins matériels, régie par les conflits de répartition et donc de classes, pour l'opposer ensuite à une autre logique distincte, égalisatrice et donc sans classes qui est celle de la société du risque. La seconde est née dans et par la première, mais elle est en même temps censée la remplacer, la phase actuelle du capitalisme dans les pays développés étant celle de la transition de l'une vers l'autre: « En Allemagne, écrit Beck, nous nous trouvons "voici ma thèse" depuis au moins les années 70 au début de cette phase de transition. Cela veut dire: ici se superposent les deux espèces de thèmes et de problèmes. Nous ne vivons pas encore dans une société du risque, mais nous ne vivons pas non plus seulement dans les conflits de répartition de la société du manque. Dans la mesure où cette transition s'accomplit, il y aura vraiment un tournant social qui conduit au-delà des catégories et des contours du penser et de l'agir valables jusqu'à présent » [p. 27]. Pourtant, les 400 pages du livre ne démontrent point en quoi consiste la logique nouvelle de la société du risque par rapport à celle du capitalisme. Chaque fois que Beck tente de mettre au clair cette opposition, il échoue de manière évidente car il fait appel à la logique du capital pour éclaircir la logique de la société du risque.

Donnons un exemple caractéristique: « Les risques de la modernisation sont *big business*. Ce sont les besoins sans fin cherchés par les économistes. On peut assouvir la faim et satisfaire les besoins. Les risques de civilisation sont *un gouffre*, infini et autogénéré, que l'on ne peut jamais remplir. Avec les risques – pourrait-on dire avec Luhmann –, l'économie devient *autoréférentielle* et indépendante du contexte de la satisfaction des besoins humains. Cela veut dire: la société industrielle produit, avec l'exploitation économique des risques qu'elle provoque, les menaces et le potentiel politique de la société du risque » [p. 30]. Ou bien la société du risque est la société de l'avenir, un dépassement du capitalisme, ou bien elle est *big business* capitaliste. Ou bien ce sont les lois de la société industrielle qui provoquent les menaces de la société du risque, ou bien la société du risque a ses propres lois: de deux choses l'une. On ne peut pas à la fois soutenir que « la commercialisation des risques n'est point en conflit avec la logique de développement capitaliste, mais, au contraire, l'amène à un niveau supérieur » [p. 30], et considérer en même temps la phase actuelle du capitalisme comme une phase de transition vers une société nouvelle.

Inutile de souligner que le capitalisme a toujours été une économie « autoréférentielle », c'est-à-dire une économie régie par ses critères immanents, indépendants de la satisfaction des besoins humains, que l'on ne doit pas confondre avec les besoins sociaux solvables. Beck n'ajoute strictement rien à l'analyse de Marx, qui a mis en évidence le caractère autoréférentiel de

l'économie, ou, si l'on veut, le caractère fétichiste de la marchandise, notamment dans les *Grundrisse*, *La Critique de l'économie politique* et *Le Capital*. Les besoins humains ont toujours été un « gouffre » dans le capitalisme. Tout le dynamisme du capital est fondé sur sa capacité à créer des marchandises nouvelles et les besoins nouveaux qui leur correspondent. Chaque phase nouvelle d'expansion va de pair avec une consommation productive et individuelle modifiée et élargie. La commercialisation marchande des risques, plus précisément l'offre croissante des marchandises et des activités antirisques, n'y ajoute rien au niveau conceptuel.

Au lieu d'accumuler des contradictions logiques dans l'analyse (qui n'ont rien de « dialectique ») et d'exercer l'art des acrobaties théoriques, ne serait-il pas plus fécond de considérer simplement la phase actuelle du capitalisme comme une phase particulière où, à côté des contradictions sociales classiques du système, se manifeste une contradiction moins évidente, celle du rapport entre l'homme et la nature impliquée par la logique fondamentale du capital? Il s'agit en fait de la dite « seconde contradiction » que l'on trouve par exemple dans le marxisme écologique américain, sur laquelle nous reviendrons³.

La faiblesse et l'incohérence des fondements théoriques font de la « société du risque » une construction artificielle, ce qu'elle partage avec certaines théories postindustrielles sur « la société des médias et de l'information », dont la société du risque n'est qu'une variante. Dans cette dernière, écrit Beck, « la signification politique et sociale du *savoir*, et ainsi l'importance de l'accès aux médias, de la structuration (science et recherche) et de la diffusion du savoir (médias de masses) augmente. En ce sens, la société du risque est une société de la science, des médias et de l'information » [p. 61-62]. Le problème, avec ces théories, consiste en ceci: elles ne sont pas seulement « postindustrielles », elles sont aussi « postéconomiques »⁴. Comment la société du risque est-elle économiquement organisée? On se limite d'abord à des généralités, parlant par exemple du rôle croissant de la science dans le dynamisme du développement économique, et l'on passe à côté des contradictions inhérentes au système, à partir desquelles la phase actuelle du système socio-économique, avec ses traits particuliers, peut être véritablement saisie. Puis, on cherche le « sujet politique », et l'on trouve le vide: « Au sujet politique de la société de classes – au prolétariat – correspond, dans la société du risque, seulement le fait que tout le monde est concerné par l'existence des mégarisques plus ou moins visibles. Mais cela peut être facilement refoulé. [...] À la place de *la communauté du manque* apparaît *la communauté de la peur* » [p. 64-65]. À la place des intérêts particuliers du prolétariat apparaît l'intérêt universel des « peureux ». Dans la société du risque, tout devient une question de conscience, d'attitude individuelle et de responsabilité personnelle devant les risques. La conscience sociale

perd toute espèce de rapport avec les conditions matérielles d'existence. Dans les sociétés de classes « l'être détermine la conscience », dans la société du risque « *la conscience détermine l'être* » [p. 31]. Dans ces conditions, Beck a raison de se demander si et dans quelle mesure la « communauté des peureux » peut véritablement constituer un sujet politique [p. 63-65].

Dans ce capitalisme de plus en plus sans classe, qui « [d'un point de vue marxiste] est un phénomène pas encore saisi » [p. 117], l'action politique ne correspond plus aux schémas des coalitions de classes. Les « coalitions deviennent ponctuelles, sont liées à des situations et à des thèmes spécifiques, et sont donc fluctuantes: des groupes différents provenant des camps différents font et défont des coalitions » [p. 159]. À l'ère de l'individualisation, on peut voter pour la droite, être membre de l'*IG Metall*, et participer avec les gauchistes et les retraités du quartier à une initiative contre le bruit d'un aéroport. Dans cet univers « metamoderne », où nous avons à faire tantôt à une société du risque postéconomique et donc imaginaire, tantôt à un capitalisme mystérieux sans classes sociales, tantôt à un capitalisme classique régi par les lois de la marchandise, tantôt à un capitalisme productiviste consensuel régi par la logique de la production de richesse, il n'est point étonnant que la notion de gauche et de droite perde toute consistance au profit de coalitions ponctuelles. Dès lors, tout est permis, y compris la participation politique des Verts et de leur ministre des affaires étrangères (autrefois maoïste) à une « coalition ponctuelle » avec la machine militaire des États-Unis dans la « gestion » des récentes crises internationales.

Notre critique de la sociologie du risque nie toute la problématique de la gestation et du développement d'une logique nouvelle au sein du capitalisme qui serait celle de la « société du risque ». Cependant, cela ne conduit pas à une vision statique du système. Les mégarisques écologiques, tels par exemple le risque de réchauffement de l'atmosphère, les accidents nucléaires, etc., sont un phénomène relativement récent dans l'histoire du capitalisme. Mais les mégarisques résultent eux-mêmes de choix technologiques plus anciens, de l'accumulation dans le temps et de la concentration dans l'espace de « petites » dégradations environnementales, ainsi que de tout un système de valorisation sociale fondée sur l'argent et ses symboles, corollaire indispensable des structures hiérarchiques et des rapports de pouvoir et de domination.

II. La sociologie du risque contre l'économie dominante

Cette critique de la sociologie du risque doit cependant être accompagnée d'une reconnaissance de son apport à la pensée écologique, qui est loin d'être négligeable. La sociologie du risque enrichit la critique contre la théorie néoclassique qui tente d'introduire le risque dans son calcul économique.

Avec l'essor des sensibilités et des mouvements écologiques, l'économie dominante propose une gestion économique des nuisances par l'internalisation d'un coût dans le prix des marchandises. Sur le plan théorique, il s'agit pour l'essentiel d'une tentative d'établissement d'une comptabilité avec un « actif » (les gains économiques d'une activité productive) et un « passif » (les nuisances provoquées par cette même activité). En estimant la « valeur monétaire » de ses nuisances et en la soustrayant de la valeur de la production, on obtient la valeur « nette » de celle-ci. À partir de cette idée s'est développée la littérature sur les écotaxes, les « droits à polluer », etc.

Cette tentative se heurte à nombre de difficultés insurmontables, mises en évidence par l'économie critique⁵. La plus importante est probablement celle-ci : la seule manière d'évaluer monétairement les « valeurs d'usages » naturelles, qui n'ont pas de valeur monétaire intrinsèque, est le détour par un calcul du coût de production de la réparation des dommages qu'elles subissent. Cela présuppose que toute catastrophe naturelle est réparable avec les moyens techniques existants, dont il faudrait simplement estimer le coût économique. Une catastrophe nucléaire est-elle réparable ? Combien la réparation de la catastrophe de Tchernobyl coûte-t-elle, et combien de temps faut-il pour que la nature « se remette » ? Quel agent économique dans le monde est capable de payer ce coût, ne serait-ce que pour réparer ce qui est réparable ? L'échauffement éventuel de l'atmosphère et la catastrophe naturelle majeure qu'en découlera sont-ils réparables ? Qui paie aujourd'hui les réparations des catastrophes naturelles dont la fréquence a augmenté, pour lesquelles la science ne peut exclure la possibilité qu'elles proviennent d'une perturbation climatique, due aux activités polluantes ? Quel est le prix économique de la déforestation accélérée dans les pays périphériques ? Quelle science peut aujourd'hui évaluer le coût économique à long terme de la diminution de la biodiversité ? Combien de possibilités et de potentialités d'une utilisation rationnelle de cette biodiversité, aujourd'hui inconnues, sont définitivement perdues ?

Quel est le prix de chaque risque non encore réalisé ? Dans l'histoire économique, les risques ont été couverts, d'une manière ou d'une autre, par un système d'assurance, comme dans le cas de l'automobile. Après une période d'« expérimentation » sociale sur les accidents routiers et leurs coûts de réparation, des compagnies d'assurances spécialisées se sont créées à partir d'un système de comptabilité leur assurant un profit. Dans quelle compagnie d'assurance l'usine nucléaire de Tchernobyl était-elle assurée ? Quelle assurance garantit aujourd'hui les États-Unis contre les catastrophes liées aux perturbations climatiques qu'ils peuvent provoquer ou qu'ils provoquent déjà par leur consommation d'énergie par tête, la plus élevée du monde ?

Le marché n'est pas un *Deus ex machina*, ainsi que le veut l'économie néoclassique. Celle-ci échoue à proposer un modèle même peu cohérent, parce que les *éléments naturels ne sont pas réductibles à un prix*, ni même, dans beaucoup de cas, d'une manière détournée : *soit parce que ce prix serait « infini »* (ce qui n'a pas de sens économique), *soit par manque d'informations nécessaires et/ou de moyens économiques rationnels pour l'estimer*. Cette critique ne conduit pas à une condamnation pure et simple des écotaxes, qui peuvent être utiles dans certains cas, comme *moyen de prohibition* (et non comme moyen de réparation des dégâts) plus ou moins efficace de telle ou telle activité polluante. Elle conduit à une simple constatation : *le principe de précaution est un choix social et politique ; ce n'est pas un élément du calcul économique*.

L'économie dominante cherche désespérément, mais sans succès, un moyen de convaincre que le marché libre peut faire face par ses propres moyens aux problèmes écologiques qu'il pose, car admettre l'inverse serait un sacrilège, et ouvrirait la voie à un « diable politique » dont on ne saurait dire jusqu'où il ira. On ne conteste pas la marchandise, tout comme on ne conteste pas la rationalité de l'« usage » de certaines catégories de vaches : des vaches sacrées, car elles sont sacrées, et des vaches folles, car elles ne sont pas seulement folles, elles sont aussi des marchandises. À l'heure de la « flexibilité », les lois des échanges marchands se sont avérées trop inflexibles pour empêcher efficacement l'exportation et la consommation des dernières.

La logique du marché ne peut faire face aux risques écologiques pour une série d'autres raisons sociologiques, que Beck développe de manière convaincante. Les risques liés à un stade avancé de développement des forces productives sont dans la plupart des cas invisibles. Ils se font sentir avec un certain décalage temporel, lorsque leurs effets nuisibles atteignent un certain niveau de concentration. Les risques ne sont initialement identifiables que comme objets de connaissance. Avant de devenir de l'ordre du vécu et de l'expérience sensible, ils constituent la matière d'un discours scientifique, d'interprétations souvent controversées, qui minimisent ou exagèrent la portée. Ce sont les sciences de la nature, avec leurs propres critères et catégories, qui s'occupent des risques, qui les identifient, qui les évaluent, alors que la sociologie est exclue de cette « risquologie officielle » entre scientifiques. Pourtant, la chimie, la biologie et la physique, les sciences privilégiées de la « risquologie », n'ont pas les moyens conceptuels d'épuiser la question des risques. Ceci peut être illustré à l'exemple d'un *Rapport de l'Umweltbundesamt* (Éditeur, 1985). On y trouve des phrases du type : « En moyenne, l'exposition de la population au plomb ne pose pas de problèmes. » Il est cependant possible que certaines couches de la population soient exposées au plomb d'une manière qui pose des problèmes bien sérieux, alors qu'une autre partie de la population y soit très peu exposée.

Plus loin, le même *Rapport* précise qu'à la proximité de certaines industries, on trouve chez les enfants une concentration de plomb trop élevée. Les différenciations se font, elles aussi, sans considérations sociologiques, mais selon les critères habituels de la biologie : l'âge, le sexe, la région, etc. Ce type de rapport se termine en général par la présentation de cartes multicolores pour représenter l'exposition régionale à certains poisons. Si l'on n'exclut pas totalement l'être humain pour parler des « régions », on évite toute différenciation sociologique des hommes, comme si l'exposition aux risques et aux nuisances était indépendante du revenu, du niveau d'éducation, du caractère du travail, et du mode de vie (habitat, vacances, alimentation, habitudes, etc.). On s'intéresse aussi très peu à la question à savoir si les poisons à des taux de concentration « non nuisible » peuvent combiner leurs effets et devenir ainsi nuisibles. Les sciences de la nature « distribuent » donc les risques selon leurs propres critères immanents. Cette « distribution » cependant, ignorant le point de vue sociologique, ne correspond pas aux situations réelles de l'exposition aux risques des différentes catégories et couches sociales. On traite la société humaine comme on traite une population de poissons.

Les risques ne sont pas de l'ordre de l'expérience sensible ; ils constituent un domaine du savoir. La constatation de leur existence présuppose des instruments de mesure, des formules mathématiques, des expérimentations chimiques, etc. Mais ils sont invisibles pour une autre raison. Ils présupposent la mise en rapport de données séparées dans le temps et dans l'espace. Un rapport de causalité doit être établi entre une nuisance quelconque et sa cause initiale. Pourtant les rapports de causalité sont des théories, il faut les penser et y croire. Les rapports de causalité sont souvent peu sûrs, provisoires. Ils constituent en fait des hypothèses plus ou moins valables. La conscience du risque est une conscience théorique, fondée sur des hypothèses scientifiques et non sur l'expérience ordinaire et le vécu quotidien. Pourtant, les risques et la constatation des risques ne sont pas réductibles à des formules mathématiques et à des rapports de causalité. Comment veut-on vivre ? Quel risque est-on prêt à prendre pour tel ou tel progrès économique ? Quel est le seuil de l'acceptable et de l'inacceptable ? Quels contrôles et quelles contraintes faut-il imposer ? Les risques deviennent ainsi le lieu d'une nouvelle symbiose implicite, sous-développée et conflictuelle, non encore reconnue, entre les disciplines universitaires, ainsi qu'entre la rationalité sociale et la rationalité des sciences de la nature. Surgit ainsi une guerre des définitions et des contre-définitions, un dialogue où l'un répond à une question que l'autre n'a pas posé et pose une question à laquelle l'autre ne veut pas répondre.

La rationalité des sciences de la nature et la rationalité sociale se caractérisent par un rapport implicite d'hétérodétermination réciproque. Le scientifique tra-

vaille avec ses instruments, ses méthodes statistiques, ses formules. Il demeure cependant dans le champ du social. Ses convictions politiques, ses valeurs éthiques, sa vision du monde ne peuvent être totalement exclues : il n'y a pas de limites absolues de l'acceptable et de l'inacceptable, mais des limites relatives dépendant d'un jugement politique, social, moral. Il y a toujours une médiation subjective entre le « peu » et l'« assez », le « très » et le « trop ».

La rationalité scientifique ne peut épuiser la question du risque, car celui-ci échappe à la logique probabiliste. On peut argumenter de manière très pragmatique et très convaincante sur la probabilité très faible d'un accident nucléaire. Les accidents nucléaires déjà survenus n'invalident sans doute pas cette argumentation, mais ils renforcent la prise de position des adversaires de l'énergie nucléaire qui ne mettent pas l'accent sur l'improbabilité d'un tel accident, mais sur son potentiel destructif. En outre, les risques ont d'autres propriétés qui échappent aux discours scientifiques *stricto sensu* : certains choix technologiques et les risques qui leur correspondent engagent la société à très long terme. Ils sont difficilement réversibles, sinon irréversibles. Ce sont donc des choix proprement politiques. De l'autre côté, la rationalité sociale ne peut se passer de la science. Les conflits sociaux et les polémiques sur la question des risques comme aussi leur perception restent dépendants de la recherche et de l'argumentation scientifique. Cette dépendance et hétérodétermination réciproque ne conduisent pas naturellement à un « mariage harmonique » mais plutôt à un « mariage polygame », informel, conflictuel entre les sciences de la nature, l'éthique, la politique, l'économie, la sociologie, entre la rationalité scientifique et la rationalité sociale.

Il n'y a pas seulement pluralité de risques, il a aussi pluralité de définitions de risques, dont les unes accomplissent, relativisent, ou contrarient les autres. Cette pléthore de définitions de risques est principalement liée à leurs conséquences économiques. Lorsqu'une définition de risque implique un coût pour un groupe, une entreprise, etc., une autre définition apparaît pour la contredire. Les risques socialement reconnus et attribués à des acteurs précis provoquent de protestations massives contre ceux-ci. Cependant, il est souvent très difficile d'identifier les responsables, car il y a souvent un autre responsable se situant dans un autre maillon de la chaîne des causes et des effets. Qui est responsable de l'emploi excessif d'engrais chimiques et des pesticides : le paysan qui les consomme ou l'industrie chimique qui les produit et qui cherche à tout prix à les vendre, l'industrie chimique ou la Commission européenne avec ses réglementations et les contraintes productives qu'elle impose aux paysans ? Il y a toujours un autre dans la chaîne de la responsabilité, l'« autre généralisé », qui est le système. « C'est la morale d'esclave d'une civilisation, écrit Beck, dans laquelle on agit

socialement et personnellement comme si on était soumis à un destin naturel, à la “loi de la gravité” du système » [p. 43]. C’est encore le « fétichisme de la marchandise », aurait dit Marx.

Contrairement aux marchandises que l’on peut acheter ou ne pas acheter, qui exercent une force d’attraction ou de répulsion, qui sont soumises à un choix, les risques sont des « voyageurs clandestins ». Ils sont partout : dans l’air, l’eau, le sol, la matière. Les risques ne respectent pas les frontières étatiques et douanières. Ils traversent les frontières sans montrer leur passeport et sans payer de droits de douane. La forêt meurt dans les extrémités nordiques de la Scandinavie sans que les pays scandinaves soient les principaux responsables de ce phénomène. La gestion des risques globalisés exige une gestion globale. Celle-ci se heurte à des égoïsmes nationaux, aux intérêts des groupes de pression, aux rapports des forces et aux consensus à l’intérieur de l’espace politique dominant qui est toujours l’État-Nation. Le marché mondial ne peut donc « internaliser » le risque sous forme d’un coût, entre autres, parce qu’il est constitué dans un espace politique, social et culturel fort hétérogène et diversifié.

En fait, de même que les classes sociales sont exposées de manière inégale au risque, de même le Centre et la Périphérie. Les régions et les villes les plus polluées du monde ne se trouvent pas aujourd’hui dans les pays de vieille industrialisation. Les firmes multinationales délocalisent leurs productions les plus risquées et les plus polluantes vers les pays du tiers-monde. La fameuse « révolution verte » est particulièrement consommatrice de pesticides, d’engrais synthétiques et de toute sorte de produits chimiques dangereux. Les paysans des pays en développement cependant utilisent rarement de moyens de protection. Ils ne perdent pas leur temps à mettre des masques et des gants, ni même l’argent pour les acheter. Plus un pays (ou un homme) est pauvre, plus il est tolérant aux risques de la modernité. Il a d’autres problèmes, plus urgents. Comme le disait naguère un ministre brésilien : « Le seul problème écologique du Brésil c’est la pauvreté. » Plus le niveau de l’éducation est faible, moins on prend des précautions contre les risques. Toutes les conditions sont ainsi réunies pour que les risques d’une modernité importée dans les pays périphériques se développent et se multiplient à un rythme jamais connu dans l’histoire de l’humanité. La pauvreté, l’analphabétisme et le faible niveau d’éducation, ainsi qu’un potentiel destructif cumulé de deux siècles de développement industriel dans le Centre combinent leurs effets y créant une situation explosive. Celle-ci ne peut qu’aggraver de manière dramatique l’effet boomerang des risques environnementaux, le risque de l’échauffement de l’atmosphère n’étant que l’exemple le plus frappant. L’inégalité vis-à-vis des risques non réalisés s’avère être la force motrice de l’égalité devant la catastrophe.

Le monopole des sciences de la nature dans les définitions officielles du risque, le traitement purement statistique des risques qui réduit la notion de « société » à la notion de « population », le caractère hypothétique du rapport de causalité entre une activité et ses effets nuisibles, l’implication des intérêts économiques dans la définition des risques, la subjectivité de l’analyse scientifique elle-même dans cette définition, l’existence d’une pléthore de définitions convergentes et contradictoires, l’absence de l’identification de la part de responsabilité dans la production des risques, la dépendance des limites tolérées ou jugées comme acceptables de facteurs économiques et socioculturels, l’hétérogénéité de l’espace politique social et les niveaux de développement économiques très inégaux, sont autant de facteurs qui *rendent le traitement du risque à partir du calcul économique « pur » une pure perte de temps.*

III. L’économie politique de la dégradation environnementale

La vraie question n’est pas de savoir s’il existe aujourd’hui une nouvelle logique sociale rivale à celle du capital, mais comment le capital produit, subit et gère les risques et les dégradations écologiques. C’est donc bien dans les théories du capitalisme et notamment chez Marx qu’il faut chercher des éléments de réponse à cette question.

Il existe une production intellectuelle internationale récente très stimulante sur cette question que nous ne pouvons évidemment pas discuter ici. Nous nous limiterons à trois remarques formulées sous formes de thèses :

- 1 Une lecture « productiviste » de l’œuvre de maturité de Marx n’est pas possible. On peut naturellement trouver chez Marx toute une série de passages et d’expressions qui peuvent nourrir une interprétation productiviste de son œuvre. On peut même, comme l’a fait récemment Michaël Löwy⁶, chercher les passages « productivistes » chez Marx et les opposer à des passages qui mettent en évidence le caractère non linéaire du progrès économique et social, les réalités et les potentialités destructives du capital vis-à-vis de l’homme et de la nature. L’existence cependant de pistes de réflexion à première vue convergentes, ou parfois convergentes tout court chez Marx, ne rend pas ses lectures opposées « également légitimes ». Personne ne peut nier l’aspect progressiste de l’accumulation capitaliste, pas même Marx. Le capitalisme est une accumulation, jamais vue dans l’histoire, de connaissances scientifiques et d’acquis technologiques de l’humanité. Il crée donc des *potentialités* libératrices non seulement du règne de la nécessité, mais aussi de la pauvreté intellectuelle à laquelle était condamnée la grande masse de la population dans toutes les phases historiques antérieures. En même temps cependant, toute la pratique théorique de Marx, de *L’Idéologie allemande* au *Capital*, montre comment cette même accumulation se réalise en assujettissant l’homme à des rapports sociaux

surgissant du choc des individus indifférents les uns aux autres, en les diminuant, en les méprisant, en détruisant leurs facultés corporelles et intellectuelles individuelles, jusqu'à la mort mentale et physique. On ne pourrait décrire avec des couleurs plus vives la dégradation de l'individu que Marx ne l'ait fait, notamment dans la quatrième section du premier livre du *Capital*. Il ne connaissait pas seulement en détail les transformations générales de l'organisation du travail et leurs conséquences sur la production et la productivité, mais aussi toutes les questions liées à la dégradation de la santé physique et spirituelle des ouvriers et de l'environnement qu'elles ont engendré. Il donne parfois des exemples, parle de cas personnels, dont le plus connu est peut-être celui de Marie Anne Wickley, morte après 23 heures de travail sans interruption dans la poussière et le bruit des machines d'un sous-sol industriel mal aéré. D'un point de vue théorique, il nous semble que la seule lecture « légitime » de l'œuvre de Marx est celle qui considère le progrès social comme une hypothèse. Le progrès social est une potentialité sociale engendrée par le capitalisme, dont la réalisation dépend de la prise de conscience politique et du changement révolutionnaire des priorités, des orientations et des objectifs sociaux et historiques, c'est-à-dire d'un bouleversement des rapports de production, de propriété et de domination existants. Nous sommes entièrement d'accord avec la lecture de François Chesnais et Claude Serfati, selon lesquels une « lecture soit peu attentive » de l'œuvre de Marx finit par démontrer « à quel point, pour Marx, l'idée du progrès est subordonnée à celle de révolution⁷ ».

- 2 Une analyse des destructions écologiques engendrées par le capitalisme doit partir de la problématique du fétichisme de la marchandise, négligée ou sous-estimée dans la littérature marxiste ou « marxologique ». Cette problématique traverse l'œuvre de maturité de Marx tout entière et met en évidence trois éléments interdépendants et indissociables, indispensables dans l'examen du rapport entre le capital et ses conditions « extérieures » de reproduction, y compris l'environnement naturel : la non-transparence et le caractère mystique, voire « religieux », des rapports sociaux, l'aliénation de l'homme et la réification des rapports sociaux⁸. Les choix irresponsables des acteurs dominants et des pouvoirs politiques vis-à-vis des questions environnementales, ainsi que l'absence de mesures de précautions sérieuses au niveau national et international contre les mégarisques est liée à une certaine « religiosité » des rapports sociaux et aux tabous qui leur sont inhérents. La difficulté que la communauté internationale éprouve récemment à imposer de contraintes environnementales, même élémentaires et fort insuffisantes, est directement liée au fait que ces contraintes sont en conflit avec certaines sacro-saintes pratiques capitalistes. L'idée que la marchandise est une religion d'un nouveau type, idée très présente chez Marx, est un élément indispensable à cette

discussion. L'aliénation comme perte de contrôle de l'homme sur le devenir social et la réification en tant qu'autonomie des rapports sociaux créent une dynamique sociale justement incontrôlable, très peu soucieuse de questions environnementales qui désresponsabilise objectivement l'homme individuel, y compris le capitaliste actif et financier, devant se plier aux impératifs des lois intrinsèques du système. De ce point de vue, le mouvement écologiste est un mouvement anticapitaliste par nature qui pour progresser doit se libérer des politiques social-libérales dont il a été la victime, notamment en Allemagne et en France. Les « coalitions ponctuelles », dont parle Beck, existent bien, mais c'est exactement parce qu'elles sont seulement ponctuelles qu'aujourd'hui on ne fait pas face aux problèmes urgents de l'humanité. Elles sont seulement ponctuelles en raison d'une certaine faiblesse de la conscience politique du sujet classique dans le capitalisme, qui, aujourd'hui plus que jamais, incarne des potentialités libératrices *universelles*. L'effet boomerang de la destruction environnementale et le développement croissant des sensibilités écologiques ne remplacent pas le prolétariat par la classe universelle des « peureux », car la « peur » ne peut constituer la culture et le motif politiques suffisants d'une action émancipatrice. Aux inégalités sociales actuelles extrêmes, aux inégalités capitalistes entre les nations, les « races » et les sexes⁹, s'ajoute le danger des catastrophes de plus en plus « globales », rendant les intérêts d'une classe particulière de plus en plus identiques à ceux de la civilisation et de l'homme en général.

- 3 Les deux remarques précédentes nous conduisent à adopter une attitude critique¹⁰ vis-à-vis de la notion d'une « seconde contradiction » du capitalisme, développée notamment par James O'Connor¹¹. Cet auteur considère qu'à côté de la contradiction classique du capitalisme entre les rapports de production et les forces productives, il existe une seconde contradiction entre les forces productives d'une part, l'ouvrier, l'espace urbain et la nature d'autre part. L'idée principale, résumée en une phrase, est que le capital lui-même n'est pas épargné par les destructions environnementales. Le capital détruisant ses ressources environnementales entre en contradiction avec lui-même se montrant ainsi comme « sa véritable barrière ». À ce niveau d'abstraction cette idée n'est pas erronée. Il faut cependant remarquer qu'une telle contradiction ne peut véritablement empêcher l'accumulation capitaliste que si elle s'exprime de manière politique. Elle est d'ordre politique et non d'ordre économique. Elle peut favoriser une crise de légitimité du système, et elle s'inscrit ainsi dans une autre temporalité que les contradictions proprement économiques du capital. Le capital n'« intériorise » spontanément aucun coût engendré par la dégradation ni de la nature, ni des conditions de vie de l'ouvrier, s'il n'y est pas contraint par la société. Actuellement, le capitalisme global a des contra-

dictions tout à fait classiques liées aux modalités de la production et de la réalisation de plus-value, qu'il essaie de surmonter en se déchargeant des coûts nécessaires à la maintenance du niveau de vie dans le Centre. Il diminue les coûts nécessaires à la gestion de l'environnement en exportant les industries les plus polluantes dans la Périphérie pour contourner les contraintes sociales moins tolérantes des pays du Centre. Le capitalisme global est beaucoup plus concerné par la maintenance de la stabilité précaire du système bancaire et financier international que par la déforestation des pays périphériques endettés. Pourtant, la dette et les problèmes de dépendance qui en découlent sont directement liés à cette accélération de la dégradation environnementale de l'ère néolibérale¹² : pour boucher un trou dans les transactions courantes, on élargit le trou dans la couche d'ozone et l'on se moque de la guerre ouverte contre la biodiversité. Par contre, toute sorte de marchandises « alternatives » et pseudo-alternatives, les produits macrobiotiques, les produits antirisques de toutes sortes, les voyages vers des pays lointains « propres », auxquels correspond un marché solvable (alors qu'ils contribuent eux-mêmes à la pollution globale) fleurissent actuellement. Si, dans un certain sens, il existe une « seconde contradiction », dans un autre sens, le capitalisme gère sa contradiction classique de la manière dont il la gère actuellement, car il ignore une autre contradiction. Les « deux » contradictions du capitalisme ne s'inscrivent pas dans la même temporalité. La première est urgente, la seconde est négligeable pour le capital car elle échappe de son horizon temporel. La première est directe, la seconde implique une médiation politique. La première est réelle, la seconde est potentielle. *La seconde contradiction du capitalisme est donc essentiellement aussi hypothétique que la notion du progrès.*

À titre de conclusion, nous dirions donc que la pensée écologique dans ses diverses variantes ne peut contourner la critique de l'économie politique. Un retour aux « sources » de cette dernière est nécessaire, non pour faire de la « marxologie », mais pour mieux comprendre le capitalisme global de l'ère néolibérale et ses forces destructives mondialisées. L'affaiblissement du « concept », c'est-à-dire l'abandon de la cohérence théorique au profit des remarques « phénoménologiques » (parfois pertinentes, mais éclatées) n'est pas une « mode » méthodologique politiquement neutre. Elle a des conséquences politiques très précises. L'« écolibéralisme » de certains partis Verts n'est pas tombé du ciel.

- 1 Frankfurt-am-Main, Suhrkamp Verlag, 1986. Les chiffres entre crochets après les citations renvoient à cette édition. Traduction S.T.
- 2 Ullrich Beck utilise le terme « risque » dans un sens large. Il peut signifier un risque potentiel, mais aussi (le plus souvent) un risque déjà réalisé, c'est-à-dire une « pollution », une « nuisance écologique ». Pour des raisons pratiques, nous adoptons ici cette terminologie un peu imprécise.
- 3 Voir en particulier O'Connor J., « La Seconde Contradiction du capitalisme : causes et conséquences », in *L'écologie, ce matérialisme historique*, Paris, PUF, Actuel Marx, n° 12, 1992.
- 4 Voir aussi J.-M. Vincent, « Dialogue avec André Gorz », *Variations*, n° 1, Paris, Syllepse, 2001.
- 5 Voir le bref résumé de cette problématique de Harribey J.-M., « Marxisme écologique ou écologie politique marxienne », in Bidet Jacques et Kouvélagis Eustache (dir.), *Dictionnaire Marx contemporain*, Paris, PUF, Actuel Marx, 2001.
- 6 Voir, « De Marx à l'écosocialisme », photocopié de sa contribution au Congrès Marx International III, université Paris X, 26-29 septembre 2001.
- 7 « L'Origine et la nature des menaces pesant sur la reproduction de la vie de classe et de pays donnés : quelques outils analytiques et fils conducteurs marxistes », photocopié de leurs contributions au Congrès Marx International III, université Paris X, 26-27 septembre, 2001, p. 7.
- 8 Pour un bref exposé de la théorie du fétichisme, voir notre récent article, « Fétichisme et mondialisation », *Variations*, n° 3, Paris, Syllepse, 2002.
- 9 Comme le montre de manière très claire Daniel Bensaïd, les inégalités sociales de « race », de couleur et de sexe précèdent le capitalisme, mais celui-ci les redéfinit et les reproduit selon ses propres lois. De ce point de vue, les mouvements (anticolonial, antiraciste, féministe, écologique) sont essentiellement des expressions diverses de la lutte de classes. Voir en particulier la deuxième partie de son livre *La Discordance des temps. Essais sur les crises, les classes, l'histoire*, Paris, Éditions de la Passion, 1995.
- 10 Notre critique de la seconde contradiction est très proche de celle de F. Chesnais et C. Serfati dans « L'Origine et la nature des menaces pesant sur la reproduction de la vie de classe et de pays donnés : quelques outils analytiques et fils conducteurs marxistes », *op. cit.*
- 11 *Op. cit.*
- 12 Voir George Susan, *L'Effet boomerang. Choc en retour de la dette du tiers-monde*, Paris, La Découverte, 1994.